

*"Du Possible sinon
j'étouffe ..."*

par David Vercauteren

« Dans des phénomènes historiques comme la Révolution de 1789, la Commune, la Révolution de 1917, il y a toujours une part d'événement, irréductible aux déterminismes sociaux, aux séries causales. Les historiens n'aiment pas bien cet aspect : ils restaurent des causalités par après. Mais l'événement lui-même est en décrochage ou en rupture avec les causalités. C'est une bifurcation, une déviation par rapport aux lois, un état instable qui ouvre un nouveau champs de possibles. (...) En ce sens un événement peut être contrarié, réprimé, récupéré, trahi, il n'en comporte pas moins quelque chose d'indépassable. Ce sont les renégats qui disent : c'est dépassé. Mais l'événement lui-même a beau être ancien, il ne se laisse pas dépassé: il est ouverture de possibles. Il passe à l'intérieur des individus autant que dans l'épaisseur d'une société. »

Gille Deleuze et Félix Guattari

« Du Possible sinon j'étouffe... »

Par l'entremise d'un ami, je me suis rendu à deux reprises en 2006 en Tunisie.

« L'impensable » survenu cet hiver m'a donné l'envie d'y retourner, de revoir ceux et celles rencontrés alors et de sentir cette différence produite par ce que l'on nomme là-bas la « révolution tunisienne ».¹

La question qui a parcouru ce voyage au mois d'avril est celle propre au surgissement de l'événement : « qu'est ce qui s'est passé ? ». Question insistante, inlassablement posée lors de chaque rencontre et qui m'a entraîné vers mille récits. Ce texte commence par ces histoires qui mettent en suspend le cours de l'histoire. Ensuite, arrivent tous les « improbables », les « unimaginables » qu'une situation pareille provoque. Avec une rapidité inouïe un « champs de possibles » s'ouvre et cherche ses prolongements. La question alors change, elle se fait actuelle : comment relayer ces « possibles » ? Ce problème est aujourd'hui encore indéterminé. Ce texte tente à sa manière de le poser, d'ouvrir au moins cette virtualité et de pousser vers la recherche de mille et un relais. .

Un événement arrive, on lui accole une date, un lieu et un nom. Du moins on essaye. Commencent alors les récits et les divergences autour de la question « qu'est ce qui s'est passé ? ». A Sidi Bouzid, je rencontre Lazard : « tout commence là. Le 17 Décembre 2010, jour de l'immolation par Mohamed Bouazizi devant le gouvernorat de la ville. C'est le premier jour de la révolution ». A Kasserine, région voisine, le point d'amorce est reconnu mais nuancé : « Sidi Bouzid s'est soulevé pour avoir des emplois. À Kasserine, nous sommes descendus dans la rue pour réclamer la liberté ». A Tunis, Samir et Mokran rajoutent « le jour qui a fait basculer la révolte, c'est le moment où la grande banlieue populaire de Tunis, la cité Etthadamen, est entrée dans la danse. Là Ben Ali savait qu'il devait partir. On était le 10 janvier ».

On raconte aussi que toute cette histoire part de très loin, de l'histoire profonde de la Tunisie, de Carthage avec les romains, des berbères et de l'invasion arabe, de la colonisation et de l'indépendance ... enfin, toute une longue aventure de désobéissance.

Un autre récit prend comme point d'entrée l'histoire de la gauche tunisienne. Des militants communistes comme Khaled, Samir, Lazard, Jawaher racontent les aventures du premier groupe de la gauche radicale, Perspective, dans les années 50-60, dont « nous sommes tous les héritiers malgré nos divergences actuelles ». Puis, s'enchaînent les événements marquants pour toute une génération de militants, ponctués par des répressions sanglantes le « jeudi noir » et par des mouvements profonds de contestation. Ce sont les années 1977-1978 avec « la grande grève générale, la première depuis l'indépendance, et ensuite la confrontation directe entre le syndicat de l'UGTT et le président Bourguiba ».

¹ Je tiens à remercier ceux et celles qui nous ont accueilli et nourri dans tous les sens du terme: Tarek, Nahla et sa soeur, Ahlem, Jamel, Oumeyma, Nada, Jawaher, Lazard, Samir, Souhail, Khaled, Abdelouhab, Farid et ses frères, Ayda, Feiten, Samir, Makrem, Rami et Olivia. Merci aussi à Maïa, Mouss. Ce texte n'engage que l'auteur.

A partir de ce point, se reconstruit pas à pas la généalogie de la contestation en Tunisie. Les « émeutes du pain » en 1984, le mouvement étudiant, les confrontations avec les islamistes dans les campus universitaires, le coup d'état médical et l'arrivée en 1987 de Ben Ali. Les promesses d'ouverture du nouveau régime et tous les partis politiques, sauf le PCOT (communiste), qui se font avoir. La période « noire » des années 90 avec la grande répression des islamistes et des dissidents de gauche. Tarek, un ami, insiste sur cette question : « les années de plomb de Ben Ali, son pouvoir dictatorial, son système mafieux mis en œuvre dans tous les secteurs et sa main mise à tous les niveaux ». Et il rajoute que l'on ne peut pas oublier dans cette histoire le « déséquilibre entre les régions de l'intérieur et les villes côtières où se concentrent les richesses ».

A Gafsa, ville du sud ouest, il s'agit de (dé)centrer les propos. Les points de vue de la capitale et des villes de la côte sont certes intéressants mais ils ont une fâcheuse tendance à négliger la situation de l'intérieur et particulièrement de Gafsa et sa région. Farid et d'autres parlent de l'insurrection de la ville au début des années 80, des grèves du bassin minier et surtout de la dernière en date. « Tout commence le 5 janvier 2008, jour où sont publiés les résultats jugés frauduleux du concours d'embauche de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), l'unique moteur économique de la région. De jeunes chômeurs occupent alors le siège régional de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) à Redeyef. Ils sont rejoints par les veuves des mineurs et leurs familles qui installent leurs tentes devant le bâtiment. Le mouvement s'étend rapidement. Ouvriers, chômeurs, lycéens et habitants multiplient les grèves, les actions et les rassemblements. Sur fond de grande pauvreté et de flambée des prix, tous protestent contre la corruption d'un système local népotique et contre une politique de l'emploi injuste(...)»².

A des moments les paroles décollent, les enchaînements se font moins causalistes. On tente toujours de saisir ce qui s'est passé mais par des fragments éparés. A Sousse, Souhail raconte par exemple : « J'étais un de ces jours au stade de football et j'ai saisi le début de l'enchaînement de la révolution chez les jeunes. Il y avait des slogans contre le pouvoir, contre ce pouvoir qui se croit comme Allah, comme des petits dieux, bien sûr. Quand j'ai entendu ces cris, j'étais ébloui parce que les slogans étaient trop clairs, frappants, tranchants. C'était trop fort ».

La politique internationale n'est pas en reste. On parle d'elle, de sa présence comme facteur d'identification des rapports politiques internes. Ben Ali et son double discours autour de la question palestinienne et plus généralement la soumission des autorités arabes à la politique américaine et sioniste. Gaza 2008 sous les bombes et personne ne fait rien. Pourtant, en 2006, le Hezbollah avec ses quelques fusils et roquettes avait réussi à refouler l'attaque de l'armée israélienne. A ce propos, Lazard ajoute : « On n'est pas chiite, mais ces jours là, (pendant la guerre des 33 jours) quand Nasrallah parlait à Al Jazeera ou à la radio, il n'y avait plus personne en rue, tout le monde écoutait ».

Les paroles se font tourbillon, elles racontent toutes des histoires petites ou grandes qui tentent de saisir cette actualité, de mettre des mots, du sens autour de cet événement du 14 janvier. Il n'y a pas de cause à chercher ni première, ni deuxième mais autant de manières de comprendre après coup tous ces déplacements qui ont mis l'Histoire en crise. Pourquoi ça a pris là, à Sidi Bouzid, avec Mohamed Bouazizi et pas 6 mois avant avec l'immolation d'un jeune vendeur ambulant de la ville de Monastir ?

La réponse est dans une affaire de conjonctions. A moins que la vérité soit toute autre. Elle est peut-être dans ce qui se raconte par-ci par-là en Tunisie où toute cette affaire démarre autour d'un guichet administratif d'un service public. Là, derrière le guichet, le fonctionnaire fait la sourde oreille à la réclamation d'une usagère. Elle s'énerve. Il hausse aussi le ton. Elle en a marre de tous ces petits

2. Karine Gantin et Omeya Seddik « monde diplomatique » juillet 2008

chefs qui font la loi et qui, pour faire avancer ou classer un dossier, ont besoin d'une enveloppe. Elle en a marre de comment on la traite, elle qui vit avec deux sous et à qui on réclame de payer encore et encore. Elle en a assez de « tout ça ». Alors, et c'est là que tout commence, un bruit sourd venant des entrailles du corps remonte à la gorge. Elle lève les yeux sur le préposé. Il a un geste de recul. La bouche s'ouvre et un cri éclate : « Dégage ! ».

Voilà, une vérité historique qui engage. Mais par quel mystérieux labyrinthe est-elle passée pour qu'elle devienne une proposition politique ?

Qu'est-ce qui s'est passé... Acte I ?

Une date apparaît : le 14 janvier. Il y a trois mois, elle existait encore comme tant d'autres jours attachés au calendrier. Et puis... elle devient date, elle fait date. Elle marque une césure dans le temps, comme une irruption d'un temps hors du temps qui redistribue l'avant et l'après.

A Bruxelles, j'ai suivi ces enchaînements de révoltes, de répressions et l'arrivée de l'inattendu 14 janvier. Je n'avais rien vu venir. J'étais fier pour mes amis et connaissances tunisiens. J'étais excité par ce tremblement de terre et par le dérèglement qu'il provoque. J'ai senti cette force bouleverser le cadre politique international. En « un coup », vingt ans de discours de résignation autour de la « fin de l'histoire », de l'adéquation inéluctable entre « révolution et totalitarisme » et bien sûr de la victoire du seul horizon devenu pensable, à savoir le capitalisme, ont été ébranlés. Et, ce « coup de dé » contre « l'ordre du temps » est venu également fissurer, ébranler dix ans de discours racistes autour de la « guerre des civilisations », de la menace obscurantiste dont on ne sait jamais si elle est arabe, musulmane, islamique ou les trois à la fois. Les deux mots accolés l'un à l'autre « révolution tunisienne » pour ensuite devenir arabe ont produit un sacré bordel dans cette vision là du monde.

J'ai été affecté par cet événement également par le décalage de point de vue qu'il permet. Il fait voir autrement certains signes de l'actualité récente. La crise économique de 2008 a provoqué des mouvements de contestation amples et disparates. Parmi ceux-ci, certains sont passés relativement inaperçus : en cinq jours pendant le mois de décembre 2010, trois parlements européens (Athènes, Rome et Londres) ont été pris en tenaille par des manifestations contre les plans d'austérité. A Londres, on n'avait plus vu une foule aussi grande dans la rue depuis 30 ans. Et comme s'il fallait reprendre là où leurs pères avaient arrêté, les jeunes ont fait démarrer ce mouvement par l'occupation et la destruction des bureaux du parti de Thatcher.

Ces signes prennent une autre épaisseur après le 14 janvier. Ils indiquent peut-être un mouvement profond, un cri sourd, un « ça bouge ». Un « ça bouge » latéral depuis la Tunisie jusqu'en Égypte, au Yémen, en Syrie... et horizontal, avec le Portugal dont personne n'a entendu parler et l'Espagne aujourd'hui. La différence entre l'avant et l'après 14 janvier se situe autour de ce mot révolution³. Avant, les « mouvements d'en bas » n'y croyaient pas, étaient timides, alourdis par tant et tant d'années de défaite. Après, c'est comme si un souffle d'énergie s'était emparé des corps ou qu'une confiance était revenue en la possibilité d'ébranler, de modifier le cours du temps et des choses.

Je disais donc que nous avons une date « le 14 janvier », un lieu « la Tunisie » et une manière de la nommer « la révolution tunisienne ».

Les rapports à cette date divergent. Les uns vont chercher à l'épouser, à l'accentuer, à la prolonger. On veut la faire vivre le plus loin possible. Pour d'autres, elle est stupeur, frayeur et tentative de la

³ Il m'importe peu ici de savoir si nous sommes en présence d'une révolution ou d'une révolte. La question qui m'intéresse est à la fois les devenir révolutionnaires qui s'emparent à un moment d'une société et de l'effet produit par ce mot révolution. A ce niveau, il fonctionne comme un appel d'air et ouverture d'imaginaire.

maîtriser, de la canaliser, de la mettre au pas. Et entre les uns et les autres, elle est irrigation d'un trouble à tout un territoire. Aujourd'hui en mai 2011 comme hier en janvier 2011, diverses forces s'affrontent autour de cet enjeu.

Mais qu'est ce qui se joue dans cet événement ? Quelles sont les frayeurs que l'on veut conjurer ou plutôt quelles sont les possibles ouverts par cet événement ?

Situation 1... Faire de la politique

Dès le début janvier « faire de la politique » en Tunisie est un étonnement quotidien. Il y a peu, vraiment peu, comme pendant plus de 20 ans, ceux ou celles qui osaient s'organiser et résister au pouvoir subissaient des brimades constantes ou des passages en prison. Les marges de manœuvre sont faibles dans une société où l'on dit que près d'un million de personnes étaient des flics ou des mouchards. Soit 10% de la population.

On a d'un côté ceux qui vont être qualifiés, par le régime de Ben Ali, d'illégaux. Les islamistes du parti Ennahda et les communistes du parti ouvrier communiste tunisien (PCOT) vont de fait se retrouver dans cette situation. La prison, la torture, la disparition physique font partie de l'horizon concret de ces militants. A cette logique, ils répondent par le silence, la vigilance et la protection. Il est important de se rappeler de ces mots quand « tout à coup » la situation change.

D'un autre côté, nous avons toutes les « niches » peu ou prou tolérées par le régime (la Ligue des Droits de l'Homme, les Femmes Démocrates, Amnesty International, certaines sections de base du syndicat UGTT...) où l'on fonctionne en petits réseaux à publicité limitée. Les attaques en tout genre du pouvoir ont pour effet qu'une bonne partie de l'énergie est tournée vers le maintien des structures. Le reste consiste à ouvrir vaille que vaille l'espace de respiration. Leur cri est du « possible sinon j'étouffe ».

Et là, « tout à coup », en janvier 2011, faire de la politique consiste à être happé par un champs de possibles. Des habitudes dont on avait presque oublié l'existence remontent à la surface : prendre la parole publiquement, aller dans la rue, crier et nommer ceux que l'on devait toujours taire. Être là, avec ceux et celles de « toujours », mais entouré cette fois-ci par des milliers de nouveaux visages et sentir la présence de tous ces corps autour de soi. Les paroles se portent toutes seules, les désirs circulent de réunions en assemblées, envahies par toutes les « meutes » qui s'approprient l'espace comme si elles avaient toujours été là. Les pleurs, les cris, les rires, les joies résonnent dans ces locaux associatifs ou syndicaux longtemps restés silencieux. On les occupe même si on hésite encore si c'est pour une heure ou pour des (tou)jours. On est encore tiraillé entre cette nouvelle capacité et cette ancienne peur.

Du 17 décembre au 14 janvier, pendant le moment de l'irruption et de la contagion, les frontières entre « faire de la politique » et « ne pas en faire » disparaissent. On passe de la rue au trottoir et du trottoir à la rue. Un militant syndicaliste dit à ce propos : « un simple coup de sifflet dans ces jours là et on se retrouvait à 4000-5000 personnes. On a même organisé des manifestations entre 25.000 et 30.000 milles personnes dans cette ville de Sidi Bouzid qui n'en compte que 50.000. C'est énorme ».

Il y a un rythme et une énergie qui malgré la répression (il y a eu plus de 200 morts ou martyrs) prennent les corps avec une telle rapidité que l'on se demande d'où vient cette force. Comment faire durer cette intensité devient l'énigme de tous ceux et celles pris dans ce devenir révolutionnaire. Comment prolonger ce geste de migration politique ?

Situation 2... la protection comme souci collectif

Ca va vite, on change d'agencement et de nature d'événement en très peu de temps. Le 14 janvier Ben Ali et le clan Trabelsi sont « délogés ». « Même pas le temps de faire la fête » que déjà son ombre s'empare de la nouvelle situation. Des rumeurs affirment que des milices tirent sur les gens. On est le soir du vendredi 14 janvier. Quelques heures avant, personne n'aurait imaginé ce scénario. Mais l'effet est là. Le pouvoir performatif du mot « déloge » a joué. A 18 heures, ils sont effectivement partis vers l'Arabie Saoudite.

La situation a changé. Les cartes sont redistribuées. Du 14 au 17 janvier, une nouvelle expérience s'empare de la société. Dans tous les quartiers de chaque village et ville de Tunisie va s'effectuer pendant un court instant une forme de démocratie directe. Les « comités de quartier », à travers des barrages reliés entre eux, vont assurer la protection et ensuite, là où cette aventure se prolonge dans le temps, organiser les différents besoins de la collectivité locale.

L'ambiance est à la vigilance, à l'affût du moindre signe de menace mais varie selon les localités. Tantôt seuls les jeunes garçons sont au barrage la nuit, tantôt c'est un mixte entre voisins, tantôt encore « c'est comme pendant le ramadan » enfants, jeunes filles et garçons, parents et grands-parents participent à cette forme de protection collective.

Ici encore un événement ou plutôt des milliers de molécules d'événements : « moi, j'ai découvert mon fils. Je le voyais avant avec son gel et tout... dans le modèle américain... Et puis, je l'ai vu organiser les barrages et il m'a dit : papa, va à la maison. Tu peux être tranquille. C'est nous qui nous occupons de défendre la révolution ».

Cet événement que j'appelle « le moment de la protection collective » a duré quatre jours par-ci, près de trois mois par-là, et a marqué fortement les corps et les esprits. Ici aussi il continue aujourd'hui d'insister. Il est un des possibles de cette révolution. Il pose simultanément deux questions : comment prolonger cette capacité de penser à la fois localement et collectivement les termes des problèmes à résoudre et sous quels formes et agencements les relayer ?

Situation 3... Déloger et se déloger de l'ancien

Ben Ali et Trabelsi ont été délogés. On peut en parler au passé mais que faire des autres, de tous ceux qui ont « fait le régime » ? La réponse est dans la question : il s'agit de radicaliser l'infinitif « déloger » et en faire un levier transversal. Ce n'est plus une figure à déloger mais un ensemble de ramifications de pouvoir qui passent par le politique, l'économique, le culturel, l'enseignement, la presse, la police...

Ce mouvement se caractérise par sa dimension locale, de proximité et d'immédiateté. Il vise un type de pouvoir qui s'est exercé sous l'ère de Ben Ali. Il n'attend pas une quelconque résolution à long terme. Il est direct. C'est donc depuis telle entreprise, telle université, telle cour de justice, tel centre culturel, tel journal... qu'il s'agit à chaque fois de faire déloger... tel patron, tel recteur, tel directeur...

Prenons un exemple parmi tant d'autres, celui du journal quotidien *La Presse de Tunisie*. Une parole d'un ami pour situer le propos : « avant, quand on achetait le journal *La Presse de Tunisie*, on regardait les petites annonces. Si on avait du temps à perdre, on parcourait distraitement les pages en partant toujours de la fin ».

Chaque jour depuis toujours, la photo de Ben Ali était présente en première page à droite. Il y a un an, jour pour jour, on pouvait lire dans l'édito de *La Presse de Tunisie* : « C'est fier de ses innombrables acquis et réalisations que la Tunisie a célébré mercredi dernier la Journée mondiale de

la santé. Considérant la santé comme un droit fondamental (...) le Chef de l'Etat n'a cessé d'œuvrer afin que ce droit soit scrupuleusement respecté, comme tous les autres droits ». Ou encore dans la même période, un éditorial extra lucide : « grâce à une jeunesse si épanouie, la Tunisie ne peut qu'envisager l'avenir avec sérénité et confiance. La jeunesse étant devenue, grâce à Ben Ali et comme il l'a si bien dit, « la solution et non le problème ».

Et puis, plus rien ne tourne. Il s'est passé quelque chose. Le ton devient incompréhensible pour un lecteur habituel de ce quotidien. Trois jours après le 14 janvier 2011 on peut lire : « Lundi matin. C'était hier. Ils avalaient quatre par quatre les marches du vieil immeuble de *La Presse de Tunisie*. Ils étaient dix, vingt, trente, non, ils étaient beaucoup plus nombreux. D'habitude, seule une poignée de journalistes est là. Mais aujourd'hui, c'est spécial. Journalistes, techniciens, agents de l'administration, syndicalistes et même d'anciennes belles plumes à la retraite. Tous étaient là, de la manière la plus spontanée, la plus naturelle et la plus informelle comme attirés par l'aimant du fameux quatrième étage, le siège historique du journal tunisien, le plus vieux, *La Presse de Tunisie*. Beaucoup ont pris la parole. Ils parlaient tous de liberté et surtout, surtout, c'est le mot d'ordre : de demain. Demain, le mot est lâché. Tiens ! Demain, il faut bien que quelqu'un fasse le journal de demain. Mais c'est vrai que ceux qui ont fait le journal d'hier ne sont pas là pour faire le journal de demain. Et de toutes façons, le journal de demain ne sera plus le journal d'hier. Qui veut donc faire le journal de demain ? Des mains sont levées. Le comité provisoire de rédaction qui fera le journal de demain s'est formé. Ils sont déjà au boulot. Au départ, ils ne savaient pas de quoi ce journal sera fait. Mais ils savaient au moins de quoi il ne sera pas fait : ni langue de bois, ni censure, ni brosse à reluire, ni rien de tout cela. Il sera fait pour plaire aux lecteurs et non point aux supérieurs. Il sera fait pour être lu, pas pour être élu. Nous nous sommes donc réparti les tâches. Nous sommes sortis dans la rue. Nous avons sorti nos carnets d'adresses oubliés. Nous nous sommes rués sur nos téléphones. Voilà, le journal est prêt ».

Cet événement du journal *La Presse* résonne avec mille autres parcourant tous les champs sociaux. Par exemple, tel professeur autoritaire, dont les élèves ont dû subir pendant des années les coups et insultes se voit « dégager » par les enfants ou adolescents. On raconte aussi que dans telle mosquée l'imam trop « politique » a été délogé par la communauté des croyants au profit d'un imam plus « spirituel ».

Ce mouvement du « dégager » porte aussi sur d'autres types de rapports que ceux liés à une figure corporelle de l'autorité. Il touche ou affecte un ensemble de rapports liés par exemple aux habitudes de penser, de se situer ou à travers des gestes, des styles, des formes sensibles... Au « j'ai découvert autrement mon fils » s'adjoint aussi une nouvelle distribution affective entre le tolérable et l'intolérable, entre l'attirant et le répugnant... Et cette mutation ou fêlure silencieuse traverse autant une personne que l'ensemble de la société. « La fêlure se fait sur cette nouvelle ligne, secrète, imperceptible, marquant un seuil de diminution de résistance, ou la montée d'un seuil d'exigence; on ne supporte plus ce qu'on supportait auparavant, hier encore; la répartition des désirs a changé en nous, nos rapport de vitesse et de lenteur se sont modifiés, un nouveau type d'angoisse nous vient, mais aussi une nouvelle sérénité»⁴.

Cet événement du 14 janvier et la forme d'énoncé qui l'accompagne à travers l'infinitif « dégager » ouvre un possible à actualiser. Il pose simultanément différentes questions : comment poursuivre ce geste en vue de conjurer chaque tentative de formation d'appareil d'État ou de formation centrale de pouvoir ? Comment au sein même des mouvements de contestation effectuer également ce geste ? Comment construire un mode qui allie cette conjuration avec une activation de formes d'existence collective ? Et enfin quels mots trouver pour accompagner ce nouvel agencement ?

4 Gilles Deleuze et Claire Parnet « dialogues » p. 153

Qu'est ce qui s'est passé... Acte II ?

Je suis arrivé en Tunisie au mois d'avril, dans un moment d'entre-deux, en plein bivouac. Il y a d'un côté un chemin parcouru dans un rythme et une intensité forte et de l'autre un présent qui semble avoir recristallisé un certain nombre de positions. En tout cas, il s'est passé quelque chose dans ce court laps de temps que je vais tenter de comprendre, de déplier depuis l'un ou l'autre signe.

Le premier concerne ce moment où faire de la politique n'est plus une affaire de professionnel mais entre dans un devenir, à la lettre, impersonnel. Ce n'est plus un « je » saisi depuis son identité (parti, classe, religion...) mais un « nous » à voix multiples, intéressé à se confronter à un problème commun. Or, entre ce moment et aujourd'hui, il semble que la situation ait changé. Des frontières se sont réinstallées. Le signe de cette mutation s'énonce depuis un mot mystérieux : majorité silencieuse.

La seconde question résonne avec la première. Il y a eu, pendant un court ou long moment une tentative de « protection collective », une façon d'arranger, de composer sa vie qui n'avait plus besoin de passer par des formes de médiations ou de représentations. En effet, les problèmes de sécurité ou d'organisation des services (nettoyage, approvisionnement...) changent radicalement de sens lorsque ceux-ci sont pris en charge par les premiers concernés. C'est à eux que revient le pouvoir de poser des règles, des limites et de les changer si à l'usage elles ne fonctionnent pas.

Or, il semble que cette expérience soit devenue une mémoire passive. Du moins, il y a un signe : comment se fait-il qu'en trois mois ce ne sont plus les « mêmes » qui s'occupent et qui définissent les termes du problème ? Ou pour le dire directement : comment se fait-il que les représentants de l'État et les médias soient arrivés « si facilement » à reprendre possession de ses dimensions ?

Enfin, nous avons les dernières questions ouvertes ci-dessus concernant les effets potentiels du terme « dégager ». Là aussi, il semble que le problème ait changé. Mais qu'est-ce qui a changé au juste ?

Ces signes invitent à un déplacement du regard. Entre les « possibles » et leurs actualisations, il y a un écart, une tension. Elle demande à la fois des relayeurs et la construction d'un territoire permettant des tentatives de prolongement. Rien n'est donné à l'avance, cet événement le rappelle, et rien ne s'effectue dans un milieu vierge. Il s'agit donc, maintenant, d'aborder l'autre face du problème : quelles sont les difficultés rencontrées par ces possibles ?

Le « mouvement d'en haut »

Cet événement du 14 janvier s'est effectué sur un corps, une terre pétrie pendant plus de cinquante ans par des régimes dictatoriaux. La constitution du pays, les institutions publiques ou privées, nationales ou internationales, les corps professionnels étaient peu ou prou mobilisés au maintien du système. Ce régime de pouvoir a été grandement affecté, perturbé, déstabilisé par tous ces événements mais n'a pas disparu. Nous ne sommes pas dans une situation d'effondrement des structures mais dans un conflit ouvert à intérêts multiples.

D'un point de vue général, l'enjeu politique de cette tension peut se résumer depuis une distinction entre deux types de force le « mouvement d'en haut » et le « mouvement d'en bas ». Je pourrais leur donner d'autres noms, faire jouer d'autres couples antagonistes (dominants – dominés...) mais je préfère maintenir, à défaut de mieux, ceux-ci pour leurs caractères incertains. Le conflit est loin d'être stabilisé. Un syndicaliste de l'UGTT parle à ce sujet « d'une lutte acharnée » entre ces forces.

Le « mouvement d'en haut » se caractérise de différentes manières. Il est un mixte entre de l'ancien et du très ancien. Sa force, il la puise dans ce terreau qui a construit depuis une cinquantaine d'années un système de pouvoir autoritaire à ramifications décentralisées. Le très ancien est incarné par la figure de Bourguiba. En Tunisie, on parle de lui comme d'un despote éclairé. Il va structurer la Tunisie depuis une centralité du pouvoir tout en parsemant le territoire de petits appareils d'État locaux. Son projet est moderne d'où ce vocable « éclairé » et, pour le construire, il a dû d'abord détruire les anciennes formes d'organisation. Le fonctionnement et les prérogatives des tribus ont été abolis pour être remplacés par le couple citoyen-Etat. Le pouvoir des tribus n'a pas pour autant disparu, il a été recodé dans la gestion d'Etat. Autrement dit, une partie des tribus ou grandes familles ont été incorporée⁵ et d'autres ont été peu ou prou disqualifiées. Bourguiba a utilisé ces clivages tribaux et régionaux pour asseoir son pouvoir.

En 1987, « après le coup d'état médical », Ben Ali ne va pas qu'hériter de la présidence mais aussi de cette organisation du pouvoir. Il va même l'accentuer. Au quadrillage du parti du pouvoir -RCD- va s'adjoindre la capture des comités de quartier (créés en vue d'embellir les rues) en autant d'annexes du commissariat local, sans oublier les brigades de « citoyens-espions ». Il en va de même au niveau du budget du Ministère de l'Intérieur qui va quintupler sous la nouvelle présidence. Avec Ben Ali, on entre dans une ère de plus de 20 années de sinistrose totale. La torture, les sévices corporels, les harcèlements vont se généraliser et toucher non seulement les militants, mais aussi leurs familles, leurs proches ou les témoins éventuels.

Pendant les trente années de son règne, Habib Bourguiba imprimera plusieurs changements de cap économique : collectiviste dans les années 60, étatiste dans les années 70 et libéral dans les années 80. Le mariage en 1992 du président Ben Ali avec Leila Trabelsi va radicaliser le virage libéral pour en faire un véritable système mafieux. Un capitalisme hard, libéré de ses entraves va voir le jour sous la forme d'un mixte entre une gestion autoritaire d'Etat et une capture sauvage de la plus-value. D'un côté, ponctionner à travers l'impôt les plus pauvres pour faire fonctionner les machines d'Etat et d'un autre, exproprier ou s'approprier légalement ou non toutes les entreprises florissantes. Comme le dit une amie, « le seul investissement que l'on pouvait faire était de construire une maison ».

Aujourd'hui, les forces du « mouvement d'en haut » héritent de ce régime de pouvoir. Elles ont été désarçonnées et affaiblies mais se cramponnent à leurs privilèges. Une heure après le départ de Ben Ali, le « mouvement d'en haut » a tenté de reprendre les choses en main. Cela n'a pas marché comme il le voulait. Il a été contesté de toutes parts et a dû à maintes reprises « dégager ». Puis vers fin février, certains ont été chercher dans leurs vieux tiroirs à ministre une nouvelle solution. Ne pouvant plus passer par le clan des « Benaliens » trop grillé, ils ont été voir chez les anciens possédants si personne ne pouvait faire l'affaire. A Monastir, ville du clan de Bourguiba, ils ont trouvé un vieil homme de 85 ans pouvant remplir le rôle de nouveau premier ministre : Béji Caïd Essebsi.

Au début, il a fait le coup de la carotte. Il a repris trois revendications du « mouvement d'en bas » : dissolution du RCD (parti de Ben Ali), de la police politique et création d'une « haute instance » en vue de préparer la future assemblée constituante. Cela a permis d'une part de vider la place de la Kasbah (où siège le parlement) de tous les contestataires et d'autre part de les diviser autour de la proposition de rejoindre ou non cette nouvelle « haute instance ». On y reviendra.

Son deuxième geste a été de re-financer le Ministère le plus coûteux de la république et le plus honni aussi, celui de l'Intérieur. A ce geste s'est adjointe une parole : « pour M. Caïd Essebsi, la situation sécuritaire demeure encore préoccupante. En effet, des abus se font de plus en plus nombreux de la part de certaines franges de la population qui, sous prétexte de la révolution et de la

5 Déjà lors de la colonisation française, les tribus ou grandes familles venant, principalement, de la région du Sahel (Sousse, Monastir...) ont été formées en France et ensuite recrutées dans l'administration. Ce mouvement s'est poursuivi après l'indépendance. Bourguiba et Ben Ali sont originaires de ces régions.

liberté d'expression, ne cessent de créer des entraves à la vie économique du pays par des sit-in et des grèves sauvages à répétition ».

On continue de célébrer la révolution, c'est même devenu un mot d'ordre, mais le « chaos des grèves », la « fragilité de l'économie » et « l'insécurité » nécessitent un retour à l'ordre pour le « bien de la démocratie ». Voilà, les trois menaces brandies quotidiennement. Pour assurer le retour à l'ordre, il va falloir lever le discrédit jeté sur les forces de l'ordre. Pendant deux mois, celles-ci ne pouvaient plus se montrer. Elles se cachaient dans les commissariats ou chez soi et avaient peur de sortir dans la rue au risque de se faire insulter.

A coup de discours sur l'insécurité, le « mouvement d'en haut » essaie à la fois de les relégitimer et de les rendre nécessaires : « Depuis quelques jours, plusieurs incidents notamment des actes de violence à l'arme blanche ont été recensés dans des établissements scolaires. L'absence des agents de la sûreté est pointée du doigt, ce qui n'a pas tardé à mettre la pression sur le gouvernement afin de satisfaire leur demande et espérer rétablir ainsi l'ordre et la sécurité ». Ou encore, plus positivement, « mine de rien, la police nationale continue ces jours-ci de marquer des points dans sa lutte contre l'insécurité. Un regain d'efficacité qui relevait, il y a deux mois de l'utopie, le relâchement sécuritaire ayant alors atteint des proportions réellement alarmantes. En effet, reprenant du poil de la bête après être pratiquement rentrés dans les rangs face à la recrudescence de la violence qui allait crescendo au lendemain de la révolution, les agents de l'ordre, toutes brigades et unités confondues, ont signé récemment un réveil tonitruant, voire fracassant, avec, à leur tableau de chasse, une impressionnante vague d'arrestations ». (*La Presse de Tunisie*, 13-04-2011)

Ici aussi, on oublie que, pendant un temps, la question de la sécurité a été gérée d'une toute autre façon. Mais il est vrai que ce n'est pas leur problème.

Le trouble dans les jeux des positionnements et des débats

Mais à cette généralité de l'enjeu entre ces deux mouvements « d'en haut » et « d'en bas » répond dans les détails une pluralité de jeux de positionnements, de forces et de capacités qui n'entre pas dans ce dualisme. La situation de ce point de vue est trouble. Tout le monde se tire dans les pattes et chacun tente de se positionner dans cette situation post 14 janvier.

Certains se sont cachés. On ne les a plus entendus pendant deux mois (police et patronat...) publiquement du moins. Maintenant, ils reviennent « comme si » de rien n'était. D'autres que l'on avait à peine vus jusqu'alors ont refait surface (Ennadha, parti politique islamique) et s'insèrent doucement dans des fonctions officielles. D'anciens collaborateurs du régime sont devenus en un quart de tour de nouveaux démocrates ou mieux encore d'authentiques révolutionnaires.

Les ex-opposants légaux qu'émandant depuis plus de 20 ans au « bon prince » le moindre poste à responsabilités sont en moins de temps qu'il ne le faut pour le dire devenus ministres.

Les opposants de toujours sont passés de leur cachette à la rue ou de leur réunion à huis clos au tumulte de la foule. Et les nouveaux arrivants sur la scène publique se demandent aujourd'hui comment ne pas la quitter.

Ce mouvement de pirouette affecte aussi la presse. Les TV nationales (publiques ou privées), avant honnies par tous, sont devenues le grand réceptacle de la dénonciation de tous les méfaits possibles et imaginables de Ben Ali et de son clan. Sans grosses prises de risque, elles s'assurent une nouvelle légitimité. La TV Al Jazeera, à travers son présentateur vedette en Tunisie, a fait en quelque sorte le chemin inverse. Elle ne montre plus les jeux du pouvoir et son silence mais le « chaos de la rue », la montée des islamistes... Dans ce re-positionnement des médias de la communication, la fonction de Facebook a également changé. Nous ne sommes plus dans une logique de censure ou de manque d'information mais dans son contraire : l'excès.

Mais dans cette valse des corps à mille temps les enjeux aussi deviennent confus. Les rumeurs accaparent les discussions et au final on ne sait plus qui veut quoi, qui cherche quoi et de quoi on parle ?

On peut lire par exemple : « Un peu plus de trois mois après le début de la Révolution et alors qu'on croyait avoir balisé la voie politique, on se rend compte que rien n'est sûr et que les embûches sont nombreuses. Le mode de scrutin proposé pour élire la Constituante ne fait pas l'unanimité. Et on s'interroge : cette Constituante sera-t-elle réellement une émanation du peuple et concrétisera-t-elle les objectifs de la Révolution ? D'aucuns y voient le résultat des tractations des partis qui sont loin de représenter le peuple. Des partis uniquement soucieux de leurs intérêts particuliers. On pensait que les débats seraient fructueux mais ils se sont transformés en querelles, en dénonciations, en dénigrement réciproques, en exclusion. De fait, on a l'impression qu'il y a un décalage entre la majorité de la population, essentiellement soucieuse des véritables motifs de la révolution à savoir la marginalisation et les conditions socioéconomiques déplorables, et une élite représentée par les partis et certaines organisations, totalement obnubilée par le pouvoir ». (*La Presse de Tunisie* 21-04-2011)

Aux débats qui entourent la future élection de l'assemblée constituante et la « sécurité », le « chaos social et économique », se rajoute le « grand thème » de la place de la religion dans la société. Certains (le PDP, opposition légale à Ben Ali, par exemple) veulent créer un front républicain pour « sauver la république ». Le ministre de l'intérieur agite de son côté la menace d'un coup d'état si jamais Ennadha gagnait les élections du 24 juillet. Cette tentative de polariser le débat autour de la « menace islamique » ou, sous un mode soft, sur la « défense de la laïcité » participe à ce climat de confusion. La position de Ennadha, comme d'ailleurs celle du Parti Communiste Ouvrier Tunisien (PCOT), est assez claire à ce sujet: « ce n'est absolument pas le problème. C'est un faux débat ».

Cette confusion des positions et des débats publics a pour effet d'une part, d'occuper le devant de la scène et par là même d'évincer ou de réduire la place d'autres questions et d'autre part, de (re)produire une distance ou méfiance entre les « professionnels » et tout ceux et celles concernés par la politique.

Mais peut-être que ces phénomènes de confusion relèvent d'autre chose, d'une indication qu'il se passe quelque chose, qu'une lutte entre des forces s'exerce dont nous ne percevons que la poussière soulevée par les combats.

Une alliance entre forces

La distinction opérée entre mouvement « d'en haut » et « d'en bas » a le mérite de tracer une ligne générale de tension. Mais nous l'avons vu, ce dualisme a tendance à réduire la pluralité des positions. Autrement dit, il n'y a pas deux forces en lutte mais un champs dynamique de rapports de pouvoir ou de force. Et chacune des forces tente à travers des manœuvres et des tactiques d'imposer son rythme et ses logiques aux autres forces.

Substituer au dualisme un pluralisme des forces implique de se méfier de notions ou catégories trop grosses, générales, telles que « mouvement d'en bas » ou encore peuple, classe, prolétariat... et de visiter en dessous d'elles le grouillement des différences. Ce regard, légèrement empirique, me semble important, si l'on veut comprendre les glissements dont je cherche à rendre compte. Par exemple : comment penser ces rapides passages autour de cet événement du 14 janvier ? Qu'est ce qui s'est donc passé pour que l'on dise, il y a encore peu « qu'un peuple entier s'est soulevé contre le dictateur » et qu'aujourd'hui on parle de « majorité silencieuse » ?

Ou encore, en serrant les questions depuis le point de vue du « mouvement d'en bas » : quelles sont les forces qui ont réussi à un moment à faire alliance, à créer consistance et effectuer ce « coup

révolutionnaire » ? Et qu'est devenu au fil du temps cette alliance ?

Il faudrait être plus pointilliste, aller plus finement dans les détails mais je présume qu'il s'est joué une alliance entre trois types de forces. Je les appelle la « terrestre », « la politique » et la « citadine ».

La force « terrestre » se constitue depuis un milieu à la fois vaste et hétérogène. Elle habite majoritairement à l'intérieur du pays à cheval entre les petites et moyennes villes et les campagnes. Elle est aussi présente dans les grandes villes (Sfax, Sousse, Tunis) mais toujours à la banlieue. Elle n'est pas unie, elle est diverse, elle est autant de points disséminés sur le territoire. Elle se structure et se mobilise à travers des réseaux d'appartenance familiale et communautaire. Ces réseaux fonctionnent depuis un territoire localisé, depuis une connaissance des liens (qui est qui), de modes de vie relativement communs et de formes de solidarité interne. Sa force se situe dans ces réseaux d'appartenance où l'on est jamais tout seul. Elle vit de peu. Ses moyens matériels et économiques sont faibles. Elle tire majoritairement ses revenus de sa force de travail physique : petits paysans, vendeurs ambulants, artisans, saisonniers (aussi au niveau du tourisme), ouvriers au contrat, passeurs de marchandises (Algérie et Libye)... et autres techniques de subsistance.

C'est cette force « terrestre » qui s'est soulevée en premier et qui a payé le plus lourd tribut de cette révolution. Sidi Bouzid, comme on dit en Tunisie, a été l'étincelle. Et puis, de proche en proche, de petite ville en petite ville, la révolte s'est étendue : Menzel Bouzaienne, Mekkassy, Regueb, Mezzouna... avant de passer à la région voisine de Kasserine.

La force « politique » est aussi disséminée sur le territoire mais elle est majoritairement concentrée dans les grandes villes de la côte tunisienne. Elle s'organise et se mobilise depuis des appartenances politiques et socio-professionnelles. On devrait dire qu'elle se compose autour de ces deux pôles, comme deux forces, tantôt distinctes, tantôt en affinité. L'une s'activant depuis son appartenance à un groupe politique de gauche (Ligue des Droits de l'Homme, partis politiques, Amnesty International,...), l'autre à travers une des sections de base du syndicat UGTT (enseignement, chômeurs diplômés, étudiants...) ou depuis une « corporation » (les avocats, les jeunes cinéastes). Dans les faits, pour militer au temps du tyran, il valait mieux avoir une casquette de syndicaliste. Cette force a été la première à rejoindre la « terrestre ». Elle a dans un premier temps relayé la contestation et dénoncé la violence policière.

Elle est numériquement moins nombreuse que la première mais elle est très active et dispose, depuis les sections de base du syndicat, de moyens importants de mobilisation. C'est d'ailleurs ce qu'elle a réussi à faire en poussant à la grève surtout la fonction publique et en organisant des manifestations dans les grandes villes.

La force « citadine » vient des milieux urbains de la côte. Elle se mobilise depuis cette appartenance urbaine à travers des réseaux culturels ou affinitaires. Elle est la dernière à avoir rejoint la contestation. Elle se rend au centre ville lors des rassemblements, des manifestations. Elle accompagne le mouvement en train de se faire. Elle peut dans certains cas rejoindre par exemple des sit-in et y participer activement mais son rapport est plus distendu et critique. Si elle n'est pas organisée au sens de la « force politique », elle n'est pas pour autant individuelle. Ce n'est pas un individu seul qui rejoint une manifestation, ce sont chaque fois de petits milieux (d'amitiés, culturels, sociaux...). Elle dispose comme la seconde de moyens économiques plus importants que la première. Ses revenus, elle les tire massivement des types de productions de la ville : services et biens culturels.

L'alliance entre ces trois forces, surtout à partir du 10 janvier, a permis le point de basculement. Elle a réussi depuis ses différences à faire commun autour d'un point : « du possible sinon j'étouffe ».

L'incarnation de cet étouffement est le système politico-mafieux du clan Ben Ali-Trabelsi. Là dessus, il n'y a pas de divergence. Mais, une fois les tyrans « dégages », des divergences ont commencé à apparaître. Pour certains, leur départ était suffisant (une partie de la force citadine). Pour d'autres, il symbolisait la fin du temps des vaches maigres (division au sein de la force politique).

Mais avant de poursuivre sur les divergences, tentons de caractériser son mouvement premier. L'alliance entre ces forces est tacite. Elle ne relève pas d'un programme, ni d'une ligne mais d'un sentiment profond de colère et d'une vision de dignité partagée. Le consensus là-dessus est clair comme l'est la figure de l'ennemi. L'alliance se distribue et s'effectue à chaque fois localement. Il n'y a pas de centralité dans les actions ni dans l'organisation. Ce qui se passe, par exemple, dans telle ville n'est pas concerté avec telle autre. De même au niveau local, le soir, les jeunes attaquent les forces de l'ordre et les locaux du pouvoir et, la journée, ce sont les habitants qui manifestent. D'où l'importance de relayer ce qui se passe. Facebook prend ici son point d'appui comme forme décentralisée de communication ce qui n'a pas empêché à certain moment des formes de convergence autour d'une manifestation particulière. Mais cette convergence n'est jamais donnée et elle n'a fonctionné qu'à l'une ou l'autre reprise après le 14 janvier.

La question de la voix, des chants et des cris s'articule sur un même tempo. L'hymne national est le consensus fédérateur mais il a été transformé. Il ne reste plus que les quatre premiers vers de la version du poète Abou El Kacem Chebbi. Le reste a été ajouté pour l'occasion :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre
Force est pour le Destin de répondre
Force est pour les ténèbres de se dissiper
Force est pour les chaînes de se briser.
Avec fracas, le vent souffle dans les ravins
au sommet des montagnes et sous les arbres disant :
"Lorsque je tends vers un but,
je me fais porter par l'espoir
et oublie toute prudence ;
Je n'évite pas les chemins escarpés
et n'appréhende pas la chute
dans un feu brûlant.
Qui n'aime pas gravir la montagne,
vivra éternellement au fond des vallées"....

Ce chant est la ritournelle propre aux manifestations. Les slogans, quant à eux, ont eu une construction « plus empirique » : ils sont d'abord locaux et si ils marchent, ils se diffusent rapidement. Une question de rythme que la traduction française ne rend pas. Par exemple, « nous acceptons du pain et de l'eau et nous n'acceptons pas la mafia », « à bas le RCD, à bas le bourreau du peuple » ou celui qui a réussi à devenir international « le peuple à la volonté d'abattre le système ou le régime » (Egypte, Yemen...). Mais si ces cris et ces chants ont fait tache d'huile, il n'y avait pas de mot d'ordre à respecter au préalable. Il n'y avait pas de porte-parole au « mouvement d'en bas ». La parole se portait toute seule.

La situation a changé après le départ de Ben Ali. On entre dans un nouvel agencement qui va peu ou prou produire des effets jusqu'à aujourd'hui. Prenons deux exemples qui vont accentuer les divergences au sein de l'alliance.

Le moment de la « possession publique »

L'après Ben Ali est une période chaude. Je l'appelle « le moment de la possession publique ». Il va durer un mois et demi et s'articule autour de deux axes. Le premier concerne toutes les bagarres autour du « dégagement » des petits « despotes » locaux (voir ci-dessus).

Le second va articuler celles-ci avec celles qui se mènent autour du palais du gouvernement à Tunis (place de la Kasbah). Le refus de la continuité avec l'ancien régime marqué par la présence dans le nouveau gouvernement d'union nationale intérimaire de plusieurs ministres du RCD (dont le premier ministre Mohammed Ghannouchi) va structurer cette lutte. Dans toute la Tunisie, des grèves vont éclater. Des sit-in, des assemblées, des manifestations ont lieu autour de revendications contre le gouvernement, pour la dissolution du RCD et de la police politique... Le cœur de la tension se cristallise à Tunis et singulièrement place de la Kasbah. Une première occupation de la place suivra l'arrivée des « caravanes de la liberté » venant de Sidi Bouziz, Kasserine, Thala, Gabes... Commence alors ce qui va s'appeler après coup la Kasbah 1. Après une dizaine de jours les « occupants » de la place ont été délogés.

Mais, quelques jours plus tard, c'est reparti avec la Kasbah 2. On peut lire sur un bloc tunisien : « après être venus à bout du premier gouvernement d'union nationale, qui s'est formé quelques jours après la fuite de Ben Ali le 14 janvier 2011, les manifestants sont de retour à la place de La Kasbah depuis ce matin, dimanche 20 février 2011, et demandent la tête du gouvernement actuel. Non satisfaits du travail qu'est en train d'accomplir le gouvernement de transition, formé le 27 janvier 2011, les manifestants sont venus des quatre coins du pays, exactement comme lors du premier mouvement de protestation populaire il y a un peu plus de 3 semaines, et la liste de leurs réclamations n'a pas changé: démission du Premier ministre, dissolution du Parlement... ».

Le 27 février, le premier ministre Mohamed Ghannouchi démissionne. Il sera remplacé par l'actuel premier ministre, Béji Caïd Essebsi. La première réaction à sa nomination est résumée dans cette phrase : « C'est bizarre, cette tendance a nommé des vieux. Pour moi, il ne peut pas incarner le changement ».

Mais pourtant, une semaine plus tard, le 4 mars, après que le président par intérim ait annoncé qu'il voulait « dissoudre le RCD et la police politique » et « créer une assemblée constituante »..., « le Comité des représentants des délégations de toutes les régions qui occupent la place de la Kasbah a décidé de lever le Sit-in ». Se termine alors le moment de la « possession publique ».

En résumé : ce moment va petit à petit déplacer le centre de la lutte autour du pouvoir politique à Tunis. La géographie du conflit se déplace. C'est la force « terrestre » qui a indiqué le lieu du conflit et la méthode : l'occupation de la place de la Kasbah (siège du parlement). Mais il est probable que ce soit la force politique qui ait fourni petit à petit les revendications. Le caractère pour le moins timide de celles-ci et pratiquement l'absence de revendications sociales a eu pour effet qu'une fois obtenues, il n'y avait plus de « raison » de poursuivre.

Cet agencement était un facteur de la poursuite de l'alliance mais une fois arrêté, elle entre crise. Pour ceux ou celles qui voulaient continuer, il fallait rejoindre un « comité de défense de la révolution », une organisation ou parti x ou descendre au sud de la Tunisie pour aider les réfugiés venant de la Libye...

Le retour sur les partis

Autre facteur : la modification de la perception des enjeux. Si, dans le premier moment, « on est tous unis » contre le tyran, son départ et la formation d'un nouveau gouvernement intérimaire a modifié la donne.

La « force politique » va éclater sous ses différences. Des partis de centre gauche comme Ettajdid ou le PDP (ex-opposition légale à Ben Ali) se sont rués, dès le 17 janvier, sur les postes de ministre du Gouvernement intérimaire de Ghannouchi. Le syndicat de l'UGTT a fait de même mais a dû démissionner deux jours plus tard sous la pression de sa base. La question de participer ou non au gouvernement intérimaire va créer un clivage dans toutes les composantes de cette « force politique ». Ce clivage va se renforcer lors de la création début mars du « Conseil de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique ». Et l'annonce par le gouvernement de Essebsi de futures élections pour la constituante en juillet prochain a encore renforcé cette fracture. Comme le dit un ami, « les futures élections et le processus démocratique autour de la haute instance sont le kyste, les plaies de toute la situation actuelle... ».

Mais, dans les faits, ce clivage va presque disparaître vu qu'à l'exception du PCOT et de l'un ou l'autre groupe d'extrême gauche toutes les autres dimensions de la « force politique » ont rejoint la « haute instance ».

A côté de ce clivage tactique, il y a une ligne de fond qui va s'emparer petit à petit d'une grande partie des organisations de la « force politique ». Elle consiste dans le renforcement des structures du parti ou dans la création d'un parti. Un signe peut illustrer ce mouvement à travers les noms et les formes que les groupes ont pris pendant les différents moments de cette révolution. A Sidi Bouzid, par exemple, vers le 18 décembre, s'est créé un « comité de soutien des habitants ». Ensuite, début janvier, le nom est devenu « comité de résistance populaire ». Après le 14 janvier, il a encore changé pour s'appeler « comité de défense de la révolution ». Et, aujourd'hui, une partie des militants de ce comité part pour rejoindre leur parti. On entend alors : « maintenant ce sont les partis qui sont en avant, les gens doivent s'intéresser au parti ».

La différence est de taille. Avant, la pratique consistait à ne pas parler de son appartenance à un parti. Non seulement c'était dangereux mais c'était aussi un facteur de division au sein du mouvement. Maintenant (avril 2011), comme nous le raconte une syndicaliste étudiante : « je me consacre davantage à la politique au sein de mon parti. La ligne et le programme sont plus clairs qu'au niveau du syndicat ».

Cette modification dans le « jeu » de positionnement ou cette re-territorialisation des militants sur leurs partis a différents effets.

- Ce mouvement « sans tête mais à mille voix », comme on aime à le répéter en Tunisie, se fractionne en autant d'étiquettes, de têtes et de porte-paroles. Toutes et tous disent parler au nom « de la révolution », au nom du « peuple », au nom des « vrais objectifs que les gens attendent ».
- L'énergie change de direction. Elle est consacrée à défendre son parti et son programme, à recruter, à se distinguer de tous les autres et à tenter de se positionner médiatiquement.
- La focalisation des enjeux s'effectue autour de l'arène gouvernementale, des futures élections et des débats issus de la « Haute Instance ».
- Exceptées sans doute les nouvelles recrues rencontrées lors des bagarres diverses et variées, une frontière s'est réinstallée avec les deux autres forces (« terrestre » et « citadine »).

Autrement dit, le « faire politique » s'est à nouveau professionnalisé.

Les comités

Cette dernière assertion est à moitié vraie. Elle l'est sans doute pour une grosse tendance qui traverse « la force politique ». Mais ce « faire politique » se distribue différemment selon les forces. De la «force terrestre» est née une myriade de comités, d'associations locales. Elles sont un mixte entre d'une part une appropriation directe de la réorganisation du pouvoir suite au 14 janvier - par exemple dans un village du sud ouest, la gestion de l'eau et de l'irrigation des cultures contrôlée avant par un potentat local est devenue une affaire collective - et d'autre part, le maintien de pressions diverses et variées sur le processus en cours à la capitale. Les revendications portent sur la fin de tous les restes de l'ancien régime, sur la redistribution des richesses et au niveau de la justice (à travers la poursuite et la condamnation des violences et des meurtres commis par la police).

Jusqu'à présent, ces expériences collectives ont réussi à résister à une « montée en généralité », à une unification par le haut. Ce qui n'empêche pas des formes de rencontre ou de coordination entre comités locaux ou régionaux. Mais toujours depuis leurs attachements à un territoire qui les fait vivre et penser.

Prolonger l'évènement...

Ce texte a insisté sur une question: qu'est-ce qui s'est passé autour de ce 14 janvier 2011 ? J'ai d'abord essayé de saisir les possibles qu'a ouvert cet événement. Puis, de comprendre les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs prolongements.

La situation actuelle que j'ai décrite est une manière de poser les choses. Il y en a d'autres certainement plus informées que la mienne. Mais à partir d'elle, il y a peut-être moyen tirer de nouveaux branchements, d'ouvrir l'une ou l'autre discussion entre ici et là-bas.

Les possibles sont là. Dans un mois, un an, dix ans, vingt ans, ce qui s'est passé dans l'autour du 14 janvier va continuer d'insister. Il y a une virtualité propre à l'événement qui ne se confond pas avec son effectuation concrète. Et l'enjeu est de penser les manières de prolonger les possibles ouverts : quelles sont les façons de construire un territoire qui permettent de les relayer ?

Quoi qu'il advienne, ce texte est pour moi une façon de prolonger cet événement et de lui rendre hommage. De saluer aussi tout ceux et celles qui m'ont accueilli et partager ces nombreuses discussions.

David Vercauteren
30-05-2011